



*Direction Générale des Finances*

-----  
Direction du Budget



**PROJET  
DE LOI DE FINANCES  
RECTIFICATIVE  
POUR L'ANNEE 2001**

**MEF/DGF/DB/BAF/PD**

## TABLE DES MATIERES

<b>A- EXPOSE GENERAL DES MOTIFS</b>	<b>I – IV</b>
<b>B- EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE</b>	<b>1</b>
Liste des articles	<b>2</b>
<b>PREMIERE PARTIE : VOIES ET MOYENS</b>	<b>3</b>
Equilibre général du budget	<b>3-4</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : BUDGET GENERAL</b>	<b>5</b>
Dispositions relatives aux charges	<b>5-10</b>
<b>QUATRIEME PARTIE : COMPTES ANNEXES AU BUDGET</b>	<b>10-11</b>
<b>CINQUIEME PARTIE : DISPOSITIONS DIVERSES</b>	<b>11</b>
<b>C- TABLEAUX RECAPITULATIFS</b>	<b>12</b>
(Annexés à l'exposé des motifs par article)	
Budget général	<b>13</b>
II – Dépenses	
• Comparaisons par titre et par ministère des crédits ouverts par la loi de finances 2001 et ceux prévus dans la loi de finances rectificative 2001.	<b>14-24</b>
III – Comparaisons par secteur et par source de financement des autorisations de programme et des crédits de paiements ouverts par la loi de finances 2001 et ceux prévus dans la loi de finances rectificative 2001.	<b>25-29</b>
IV – Observations générales sur l'évolution des dépenses	<b>30-31</b>
<b>D- PROJET DE LOI</b>	<b>32</b>
Projet de loi	<b>33-37</b>
Annexes législatives	<b>38</b>
• Annexe III : Répartition des mesures nouvelles	<b>39-40</b>
• Annexe IV : Budget Consolidé d'Investissement Répartition des (AP et CP) et (FA et PT) mesures nouvelles	<b>41-42</b>
• Annexe VI : Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs	<b>43-44</b>

## **A – EXPOSE GENERAL DES MOTIFS**

## **EXPOSE GENERAL DES MOTIFS**

Dans un souci de transparence et de rigueur, le Gouvernement a décidé de soumettre à la sanction de l'Assemblée Nationale, une loi de finances rectificative pour :

- l'utilisation des ressources tirées de l'initiative « Pays pauvres très endettés », (PPTTE).
- La prise en charge de l'assainissement des filières arachidières et d'électricité,
- La réaffectation des crédits à la suite de la formation du nouveau gouvernement,
- L'utilisation des économies tirées de la suppression du Sénat et du Conseil Economique et Social.

Avec l'initiative PPTTE, le Sénégal va bénéficier d'économies de l'ordre de 300 milliards sur une période de 10 ans environ sur les échéances normales de la dette publique extérieure.

Celles attendues au titre de l'année 2001 s'élèvent à 23,4 milliards qui seront tirés du total des crédits ouverts pour la dette publique, initialement arrêtée à 131.4 milliards. Ainsi par rapport à la loi de finances initiale il ne s'agit pas de recettes additionnelles mais plutôt d'un réaménagement budgétaire avec une réduction de la dette publique de 23,4 milliards pour affectation dans les autres postes de dépenses budgétaires. .

Ces ressources seront en priorité affectées à des dépenses d'investissement au caractère social très marqué pour 19,2 milliards et subsidiairement à certaines dépenses de fonctionnement pour 4,2 milliards.

La prise en charge de l'assainissement des filières arachidière et énergétique pour 105 milliards aura également un impact sur le niveau des dépenses de fonctionnement.

Quant aux économies, d'un montant de 2,08 milliards, réalisées suite à la suppression du SENAT et du Conseil Economique et Social, elles vont faire l'objet de ré affectation dans les dépenses communes (aux chapitres - des dépenses de personnel et dépenses diverses ).

### **I. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :**

Les dépenses de fonctionnement seront couvertes par des lignes de crédits d'un montant total de 109,2 milliards destinées aux opérations ci-après :

#### **a) utilisation des ressources PPTTE ( 4,2 milliards )**

- fonds de motivation des personnels de santé (1,5 milliard)
- indemnisation des cheminots retraités (0,9 milliard)
- filet social pour le gel des prix du butane (1,8 milliard).

#### **b) Assainissement de filières ( 105 milliards )**

- Assainissement filière arachidière (65 milliards)
- Assainissement filière électricité (40 milliards)

### **II.- DEPENSES D'INVESTISSEMENT :**

Les projets figurant dans la présente loi ont été sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Inscription dans un programme sectoriel ;
- Possibilité de mise en œuvre rapide.

Les ressources additionnelles, d'un montant de 19,2 milliards de francs CFA, permettront de financer ces projets qui contribuent essentiellement à satisfaire les besoins des populations les plus défavorisées dans les secteurs ci-après :

- Santé	2,7 milliards
- Hydraulique et assainissement	6,4 milliards
- Electrification	2,2 milliards
- Infrastructures et transport	5,0 milliards
- Education	1,0 milliard
- Petite enfance	0,8 milliard
- PDEF	0,8 milliard
- Promotion de la femme	0,3 milliard

Au total pour 2001, le solde global passe à 129 milliards de déficit compte tenu de la volonté du gouvernement d'assainir définitivement les filières arachidière et électricité.

Comparativement aux lois de finances 1996, à la loi de finances rectificative 1997 et aux lois de finances 1998, 1999, 2000 et 2001, les principaux flux retenus dans la présente loi de finances rectificative pour l'année 2001 sont présentés dans le tableau ci-après :

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2001	ECARTS
	LF	LFR	LF	LF	LF	LF	LFR	LF01-LFR01
<b>BUDGET GENERAL</b>								
<b>Recettes du budget général</b>	<b>405.5</b>	<b>498.9</b>	<b>479.2</b>	<b>490.1</b>	<b>516.6</b>	<b>601.4</b>	<b>601.4</b>	<b>0.00%</b>
Recettes ordinaires hors dons	400.5	498.9	479.2	490.1	516.6	591.4	591.4	0.00%
Dons budgétaires	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Recettes extraordinaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	10.0	10.0	0.00%
<b>Charges du budget général</b>	<b>298.2</b>	<b>367.0</b>	<b>338.0</b>	<b>376.1</b>	<b>417.7</b>	<b>490.5</b>	<b>618.9</b>	<b>26.18%</b>
Traitements et salaires	162.5	164.0	166.0	170.0	179.3	186.0	186.0	0.00%
Autres dépenses ordinaires	96.1	128.0	101.0	125.6	142.5	187.9	297.1	58.12%
- dont Assainis. filières arachide électricité	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	105.0	
Dépenses en capital	39.6	75.0	71.0	80.5	95.9	116.6	135.8	16.47%
<b>Solde Bud.Général hors dette pub Hors assain.</b>	<b>107.3</b>	<b>131.9</b>	<b>141.2</b>	<b>114.0</b>	<b>98.9</b>	<b>110.9</b>	<b>87.5</b>	<b>-21.10%</b>
<b>Solde Bud. Gén.hors dette pub. Y comp assain.</b>	<b>107.3</b>	<b>131.9</b>	<b>141.2</b>	<b>114.0</b>	<b>98.9</b>	<b>110.9</b>	<b>-17.5</b>	<b>-115.78%</b>
<b>Dette publique</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>131.4</b>	<b>108.0</b>	<b>-17.81%</b>
<b>Solde du Budget général</b>	<b>107.3</b>	<b>131.9</b>	<b>141.2</b>	<b>114.0</b>	<b>98.9</b>	<b>-20.5</b>	<b>-125.5</b>	<b>512.20%</b>
<b>COMPTES SPECIAUX TRESOR</b>								
Ressources propres	32.9	34.5	37.6	37.7	44.0	31.2	31.2	0.00%
Charges du budget général	190.1	218.0	232.3	188.5	168.0	34.7	34.7	0.00%
<b>Solde des comptes spéciaux</b>	<b>-157.2</b>	<b>-183.5</b>	<b>-194.7</b>	<b>-150.8</b>	<b>-124.0</b>	<b>-3.5</b>	<b>-3.5</b>	<b>0.00%</b>
dont CAA et/ ou Avals et garanties	-156.7	-182.9	191.1	150.1	136.2	3.5	3.5	0.00%
<b>COMPTES ANNEXES AU BUDGET</b>								
Ressources affectées	223.7	230.4	239.1	230.6	245.7	240.8	241.1	0.12%
Dépenses d'investissement	223.7	230.4	239.1	230.6	245.7	240.8	241.1	0.12%
<b>Solde des comptes annexes</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	
<b>SOLDE GLOBAL</b>								
hors dons et assainissements	-54.9	-51.6	-53.5	-36.8	-25.1	-24.0	-24.0	0.00%
Y compris dons et assainissements	-49.9	-51.6	-53.5	-36.8	-25.1	-24.0	-129.0	437.50%

Telle est l'économie du présent projet de loi soumis à votre approbation.

## **B – EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE**

## LISTE DES ARTICLES

ARTICLES		N° de page
<b>PREMIERE PARTIE : VOIES ET MOYENS</b>		
1	Equilibre général	3
<b>DEUXIEME PARTIE : BUDGET GENERAL</b>		
3	Dépenses ordinaires : services votés	5
4	Dépenses ordinaires : mesures nouvelles	6
5	Dépenses en capital : mesures nouvelles	7-10
<b>QUATRIEME PARTIE : COMPTES ANNEXES AU BUDGET</b>		
15	Fonds reçus sous forme de subvention ou de prêts affectés à des dépenses d'investissement dont le trésor public n'est pas comptable assignataire.	10
<b>CINQUIEME PARTIE : DISPOSITIONS DIVERSES</b>		
17	Crédits évaluatifs	11

**ARTICLE UNIQUE** : Abrogation et remplacement des articles 1, 3, 4, 5,15 et 17 de la loi de finances 2001.

Texte de l'article

« I- Les dispositions des articles 1,3, 4, 5, 15 et 17 de la loi 2000-36 du 29 décembre 2000 portant loi de finances pour l'année 2001 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

### **PREMIERE PARTIE : VOIES ET MOYENS**

**ARTICLE PREMIER** : Equilibre général du Budget

Texte de l'article

« I- Pour la loi de finances rectificative de l'année 2001, les ressources et les charges de l'Etat et l'équilibre qui en résultent, sont fixés aux montants suivants :

En milliards de francs

RESSOURCES		CHARGES		SOLDE
<b>I - OPERATIONS DONT LE TRESOR PUBLIC EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>				
<b>A - BUDGET GENERAL</b>				
A 1 - Recettes ordinaires	591.4	Dépenses ordinaires	483.1	108.3
A 2 - Recettes extraordinaires	10.0	Dépenses en capital	135.8	-125.8
<b>SOUS TOTAL ( A1 + A2 )</b>	<b>601.4</b>		<b>618.9</b>	<b>-17.5</b>
A 3 - Dette publique	0.0		108.0	-108.0
<b>TOTAL A = ( A1 + A2+A3 )</b>	<b>601.4</b>		<b>726.9</b>	<b>-125.5</b>
<b>B - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
- Recettes affectées	31.2	Dépenses	34.7	-3.5
<b>TOTAL C = ( A + B )</b>	<b>632.6</b>		<b>761.6</b>	<b>-129.0</b>
<b>II - OPERATIONS DONT LE TRESOR PUBLIC N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>				
<b>D - COMPTES ANNEXES AU BUDGET</b>				
- Ressources extérieures affectées à des investissements	241.1	Dépenses d'investissement sur ressources extérieures affectées	241.1	0.0
<b>TOTAL E = ( C + D )</b>	<b>873.7</b>		<b>1002.7</b>	<b>-129.0</b>

II. – Pour la loi de finances rectificative de l'année 2001, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 370.095.000.000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention à passer avec ces organismes. »

### Exposé des motifs

Cette première partie de la loi de finances rectificative a pour objet de déterminer les conditions de l'équilibre général du budget.

Le premier article récapitule à gauche les ressources du budget général, des comptes spéciaux du Trésor et des comptes annexes au budget et à droite les charges du budget général, des comptes spéciaux du Trésor et des comptes annexes au budget.

Par ailleurs, le même article autorise le Président de la république à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat. Le montant des emprunts est égal au montant du déficit global ( correspondant au montant supplémentaire à dégager pour la couverture du service de la dette soit 24.000.000.000 de francs CFA et les ressources nécessaires à l'assainissement des filières électricité et arachide soit 105.000.000.000.) augmenté du montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement dont le Trésor public n'est pas comptable assignataire ( montant des comptes annexes au budget : 241.095.000.000 de francs CFA).

## B – CHARGES

### I – BUDGET DE FONCTIONNEMENT

#### ARTICLE 3 : Services votés

Texte de l'article :

« Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances rectificative de l'année 2001, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 457.900.000.000 CFA ainsi répartie :

- dette publique	84,000,000,000	francs CFA
- dépenses personnel	186,000,000,000	francs CFA
- autre dépenses de fonctionnement	187,900,000,000	francs CFA
total	<b>457,900,000,000</b>	francs CFA
dont total hors dette publique	373,900,000,000	

#### Exposé des motifs

I – Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique ( article 36 alinéa 2 de la loi 75 – 64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances).

II – Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts pour la loi de finances 2001 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année rectificative 2001, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses ordinaires :

- par le tableaux II annexé au présent exposé des motifs :
- par des annexes « fascicules budgétaires » établis pour chaque ministère et qui fournissent les explications des différences concernant les services votés.

III – La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

- dette publique	84,000,000,000	francs CFA
- dépenses de personnel	186,000,000,000	francs CFA
- dépenses de matériel	60,347,919,000	francs CFA
- dépenses d'entretien	6,924,643,000	francs CFA
- dépenses de transfert	64,152,925,000	francs CFA
- dépenses diverses	55,894,513,000	francs CFA
- dépenses spéciales	580,000,000	francs CFA
total	<b>457,900,000,000</b>	<b>francs CFA</b>
dont total hors dette publique	373,900,000,000	francs CFA

IV. – La réévaluation des services votés prend en compte :

- la nouvelle architecture du gouvernement issue des dernières élections législatives avec les nouvelles dénominations des ministères et la répartition des services qui l'accompagne ;
- la suppression du Sénat et du Conseil Economique et Social qui sont dotés à hauteur des crédits nécessaires à la liquidation des ces entités ;

#### **ARTICLE 4 : mesures nouvelles – dépenses ordinaires**

Texte de l'article :

« Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2001, au titre de mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 109.200.000.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre I - Pouvoirs publics	-	francs CFA
- Titre II - Moyens des services	<u>109,200,000,000</u>	francs CFA
total	<b>109,200,000,000</b>	francs CFA

Ces crédits sont répartis par titre et par ministère conformément à l'annexe III de la présente loi. »

#### **Exposé des motifs**

I – La comparaison, par titre et par ministère, des crédits ouverts par la loi de finances pour 2001 et ceux prévus pour la loi de finances rectificative de l'année 2001, au titre des dépenses ordinaires (mesures nouvelles) figure au tableau n° II annexé au présent exposé des motifs.

II – Les justifications détaillées par chapitre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque ministère.

Le tableau n° II en annexe présente les éléments essentiels du projet de budget de fonctionnement pour l'année 2001.

Conformément à l'article 32 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles par chapitre, des dépenses ordinaires sont présentées en annexe III, elles comprennent les dotations supplémentaires des crédits d'un montant de 109.200.000.000 francs CFA ainsi répartis :

- Fonds motivation personnel Santé	1,500,000,000	francs CFA
- Indemnisation cheminots retraités	900,000,000	francs CFA
- Filet social gel prix gaz butane	1,800,000,000	francs CFA
- Assainissement filière électricité	40,000,000,000	francs CFA
- Assainissement filière arachidière	<u>65,000,000,000</u>	francs CFA
total	<b>109,200,000,000</b>	francs CFA

#### **II – BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT**

##### **ARTICLE 5 : Dépenses en capital - Mesures nouvelles**

Texte de l'article :

« I.- Pour la loi de finances de l'année rectificative 2001, les ressources dont le Trésor public est comptable assignataire destinées au financement des dépenses en capital sont évaluées à 135.800.000.000 de francs CFA:

II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative 2001, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital du budget général, des crédits de paiement ainsi répartis :

- Secteur primaire	21,487,000,000	francs CFA
- Secteur secondaire	7,098,000,000	francs CFA
- Secteur tertiaire	31,230,000,000	francs CFA
- Secteur quaternaire	75,985,000,000	francs CFA
total	<b>135,800,000,000</b>	francs CFA

III – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative 2001, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes ainsi répartis :

- Secteur primaire	67,112,000,000	francs CFA
- Secteur secondaire	50,334,000,000	francs CFA
- Secteur tertiaire	188,230,000,000	francs CFA
- Secteur quaternaire	340,971,000,000	francs CFA
total	<b>646,647,000,000</b>	francs CFA

Ces autorisations de programme (AP) sont réparties en secteurs conformément à l'annexe IV jointe à la présente loi.

Ces inscriptions comprennent les crédits ouverts au profit des fonds ci-dessous :

- Fonds routier	15,000,000,000	francs CFA
- Fonds d'équip collect. locales	3,820,000,000	francs CFA
- Fonds de l'hydraulique	350,000,000	francs CFA
- Fonds de transport urbain	400,000,000	francs CFA
- Fonds promotion jeunesse et ASC	2,000,000,000	francs CFA
- Fonds de garantie rural	3,100,000,000	francs CFA
- Fonds de bonification rural	900,000,000	francs CFA
- Fonds de lutte contre calamités rurales	3,500,000,000	francs CFA

Pour cette présente loi de finances rectificative des crédits additionnels sont ouverts au profit des dépenses sociales suivantes :

- Santé	2,700,000,000	francs CFA
- Eau et Assainissement	6,400,000,000	francs CFA
- Electrification rurale	2,200,000,000	francs CFA
- Routes et voiries	5,000,000,000	francs CFA
- Education	1,800,000,000	francs CFA
- Promotion de la femme	300,000,000	francs CFA
- Petite enfance	800,000,000	francs CFA

### Exposé des motifs

I – Le financement du Budget Consolidé d'Investissement sera assuré par une subvention du budget de fonctionnement à hauteur de 135.800.000.000 de francs CFA.

II – La comparaison par secteur des crédits ouverts par la loi de finances 2001 et ceux prévus pour la loi de finances rectificative 2001, au titre des dépenses en capital du Budget Consolidé d'Investissement ( mesures nouvelles ), figure au tableau III joint à l'exposé des motifs du présent projet de loi.

Par rapport à la loi de Finances 2001,

- Les autorisations de programme augmentent de 19.200.000.000 de francs CFA en valeur absolue et 3.06% en valeur relative
- Les crédits de paiement augmentent de 19.200.000.000 francs CFA en valeur absolue et 16,47 % en valeur relative.

Les crédits ouverts au titre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) du Budget Consolidé d'Investissement augmentent globalement de 38.400.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 5,16 % en valeur relative.

## **QUATRIEME PARTIE : COMPTES ANNEXES AU BUDGET**

### **ARTICLE 15 : Mesures nouvelles**

Texte de l'article :

« Pour la loi de finances de l'année 2001, les ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement dont le trésor public n'est pas comptable assignataire sont évaluées à 241.095.000.000 de francs CFA.

Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2001, au titre des mesures nouvelles des comptes annexes au budget, la somme de 1.157.566.000.000 de francs CFA correspondant à des financements acquis ainsi répartie :

- Emprunt	726.547.000.000	Francs CFA
- Subvention	431.019.000.000	Francs CFA »

### **Exposé des motifs**

L'article 30 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances dispose « les fonds reçus sous forme de subventions ou de prêts au titre de l'aide extérieure et dont le Trésor public n'est pas le comptable assignataire sont portés au crédit des comptes annexes au budget créés à cet effet. Ces comptes sont débités des sommes nécessaires à l'exécution des dépenses. ».

Ces ressources ne doivent pas être prises en recettes au budget général. Pour cette raison, ces opérations sont traitées dans la loi de finances, séparément dans une partie distincte de celle relative au budget général.

Les justifications détaillées sont présentées dans l'annexe IV « opérations d'investissement financées sur aide étrangère et dont le Trésor public n'est pas comptable assignataire (compte annexes au budget) » (article 33 alinéa 2, 5° de la loi organique).

## **CINQUIEME PARTIE : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 17 : Crédits évaluatifs**

Texte de l'article :

« Conformément à l'article 10 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VI. » »

## **Exposé des motifs**

L'objet de cet article est d'autoriser que des dépenses auxquelles s'appliquent les crédits ouverts au titre de ces chapitres ou comptes spéciaux du Trésor puissent s'imputer, en cas de besoin, au delà des crédits ouverts par la présente loi.

Au terme de l'article 10 de la loi organique, les crédits évaluatifs s'appliquent aux crédits afférents au service de la dette publique ( charge des intérêts et remboursement des emprunts), au remboursement des droits indûment perçus par le Trésor ainsi qu'aux dépenses imputables à des chapitres budgétaires ou comptes spéciaux du Trésor dont la liste figure à un état spécial annexé à la présente loi de finances ».

## **C - TABLEAUX RECAPITULATIFS**

## **- BUDGET GENERAL**

- **DEPENSES**

**II. COMPARAISON PAR TITRE ET PAR MINISTERE DES  
CREDITS DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2001  
AVEC CELLES DE LA LOI DE FINANCES 2001.**

**TABLEAU 2 : Comparaison par titre et par ministère des crédits de fonctionnement par nature de dépenses**

**En milliers de francs**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en 2001	Loi de finances rectificative pour l'année 2001				
		Réévalut. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Écarts	Prop.
					Val.Absol.	

Dépenses consolidées							
DEPENSES PERSONNEL	DE	186,000,000	186,000,000	0	186,000,000	0	38.50%
DEPENSES MATERIEL	DE	60,969,241	60,347,919	0	60,347,919	-621,322	12.49%
DEPENSES ENTRETIEN	D'	7,016,310	6,924,643	0	6,924,643	-91,667	1.43%
DEPENSES TRANSFERT	DE	64,262,925	64,152,925	108,300,000	172,452,925	108,190,000	35.70%
DEPENSES DIVERSES		55,071,524	55,894,513	900,000	56,794,513	1,722,989	11.76%
DEPENSES SPECIALES		580,000	580,000	0	580,000	0	0.12%
							0.00%
<b>TOTAL CONSOLIDÉ HORS DOTATIONS INTERNES</b>		<b>373,900,000</b>	<b>373,900,000</b>	<b>109,200,000</b>	<b>483,100,000</b>	<b>109,200,000</b>	<b>100.00%</b>
dont total hors dépenses de personnel		187,900,000	187,900,000	109,200,000	297,100,000	109,200,000	
Dotation internes							
Dotation au BCI (1)		116,600,000	116,600,000	19,200,000	135,800,000	19,200,000	
Dotation CAA (2)		107,400,000	84,000,000	0	84,000,000	0	
Dette Publique							
Total des Dotation classées							
en dépenses de transfert		<b>224,000,000</b>	<b>200,600,000</b>	<b>19,200,000</b>	<b>219,800,000</b>	<b>-4,200,000</b>	
Dotation Aval et Garanties (dep diverses)		<b>3,500,000</b>	<b>3,500,000</b>	<b>0</b>	<b>3,500,000</b>	<b>0</b>	
<b>Total dotations internes</b>		<b>227,500,000</b>	<b>204,100,000</b>	<b>19,200,000</b>	<b>223,300,000</b>	<b>-4,200,000</b>	
dont Budget Gén à CST		3,500,000	3,500,000	0	3,500,000	0	
Dépenses consolidées							
DEPENSES PERSONNEL	DE	186,000,000	186,000,000	0	186,000,000	0	26.33%
DEPENSES MATERIEL	DE	60,969,241	60,347,919	0	60,347,919	0	8.54%
DEPENSES ENTRETIEN	D'	7,016,310	6,924,643	0	6,924,643	0	0.98%
DEPENSES TRANSFERT	DE	288,262,925	264,752,925	127,500,000	392,252,925	127,500,000	55.53%
DEPENSES DIVERSES		58,571,524	59,394,513	900,000	60,294,513	900,000	8.54%
DEPENSES		580,000	580,000	0	580,000	0	0.08%

SPECIALES						
<b>TOTAL CONSOLIDE HORS DOTATIONS INTERNES</b>	<b>601,400,000</b>	<b>578,000,000</b>	<b>128,400,000</b>	<b>706,400,000</b>	<b>128,400,000</b>	<b>100.00%</b>
dont total hors dépenses de personnel	415,400,000	392,000,000	128,400,000	520,400,000	128,400,000	73.67%

BCI = Budget Consolidé d'Investissement

CAA = Caisse autonome d'amortissement

BG à CST = Dotations du budget général aux comptes spéciaux du Trésor

## Répartition des crédits de fonctionnement par nature et par ministère

En milliers de francs

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en 2001	Loi de finances rectificative pour l'année 2001				
		Réévaluat. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Ecart	Prop Hors dette Pub.
					Val.Absol.	
TITRE O : DETTE PUBLIQUE						
<b>Dette Publique</b>						
<i>Chapitre 100 - Dette Publique</i>	107,400,000	84,000,000		84,000,000	-23,400,000	
<b>Total</b>	<b>107,400,000</b>	<b>84,000,000</b>	<b>0</b>	<b>84,000,000</b>	<b>-23,400,000</b>	
TITRE I : POUVOIRS PUBLICS						
<b>Présidence de la République</b>						
<i>Chapitre 211 - personnel</i>	1,462,000	1,462,000		1,462,000	0	
<i>Chapitre 212 - matériel</i>	2,536,967	2,536,967		2,536,967	0	
<i>Chapitre 213 - entretien</i>	169,036	169,036		169,036	0	
<i>Chapitre 214 - transfert</i>	48,273	48,273		48,273	0	
<i>Chapitre 215 - diverses</i>	267,680	267,680		267,680	0	
<i>Chapitre 216 - spéciales</i>	580,000	580,000		580,000	0	
<b>Total</b>	<b>5,063,956</b>	<b>5,063,956</b>	<b>0</b>	<b>5,063,956</b>	<b>0</b>	<b>1.05%</b>
<b>Assemblée Nationale</b>						
<i>Chapitre 221 - personnel</i>	2,900,000	2,900,000		2,900,000	0	
<i>Chapitre 222 - matériel</i>	1,726,370	1,726,370		1,726,370	0	
<i>Chapitre 223 - entretien</i>	761,930	761,930		761,930	0	
<i>Chapitre 224 - transfert</i>	96,800	96,800		96,800	0	
<i>Chapitre 225 - diverses</i>	442,200	442,200		442,200	0	
<b>Total</b>	<b>5,927,300</b>	<b>5,927,300</b>	<b>0</b>	<b>5,927,300</b>	<b>0</b>	<b>1.23%</b>
<b>Conseil Economique et Social</b>						
<i>Chapitre 231 - personnel</i>	97,635	97,635		97,635	0	
<i>Chapitre 232 - matériel</i>	342,224	85,652		85,652	-256,572	
<b>Total</b>	<b>439,859</b>	<b>183,287</b>	<b>0</b>	<b>183,287</b>	<b>-256,572</b>	<b>0.04%</b>
<b>Sénat</b>						
<i>Chapitre 241 - personnel</i>	1,267,600	511,102		511,102	-756,498	
<i>Chapitre 242 - matériel</i>	507,000	42,250		42,250	-464,750	
<i>Chapitre 243 - entretien</i>	100,000	8,333		8,333	-91,667	
<i>Chapitre 244 - transfert</i>	120,000	10,000		10,000	-110,000	
<i>Chapitre 245 - diverses</i>	442,000	36,833		36,833	-405,167	
<b>Total</b>	<b>2,436,600</b>	<b>608,518</b>	<b>0</b>	<b>608,518</b>	<b>-1,828,082</b>	<b>0.13%</b>

<b>Conseil Constitutionnel</b>						
<i>Chapitre 251 - dépenses de personnel</i>	83,863	83,863		83,863	0	
<i>Chapitre 252 - dépenses de matériel</i>	47,261	47,261		47,261	0	
<b>Total</b>	<b>131,124</b>	<b>131,124</b>	<b>0</b>	<b>131,124</b>	<b>0</b>	<b>0.03%</b>

**En milliers de francs**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en 2001	Loi de finances rectificative pour l'année 2001				
		Réévalut. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Ecart	Prop Hors dette Pub.
					Val.Absol.	
<b>Conseil d'Etat</b>						
<i>Chapitre 261 - dépenses de personnel</i>	136,037	136,037		136,037	0	
<i>Chapitre 262 - dépenses de matériel</i>	314,803	314,803		314,803	0	
<b>Total</b>	<b>450,840</b>	<b>450,840</b>	<b>0</b>	<b>450,840</b>	<b>0</b>	<b>0.09%</b>
<b>Cour de Cassation</b>						
<i>Chapitre 271 - dépenses de personnel</i>	245,527	245,527		245,527	0	
<i>Chapitre 272 - dépenses de matériel</i>	103,159	103,159		103,159	0	
<b>Total</b>	<b>348,686</b>	<b>348,686</b>	<b>0</b>	<b>348,686</b>	<b>0</b>	<b>0.07%</b>
<b>Cour des Comptes</b>						
<i>Chapitre 281 - dépenses de personnel</i>	341,832	341,832		341,832	0	
<i>Chapitre 282 - dépenses de matériel</i>	156,810	156,810		156,810	0	
<i>Chapitre 283 - dépenses d'entretien</i>	8,825	8,825		8,825	0	
<i>Chapitre 285 - dépenses diverses</i>	8,825	8,825		8,825	0	
<b>Total</b>	<b>516,292</b>	<b>516,292</b>	<b>0</b>	<b>516,292</b>	<b>0</b>	<b>0.11%</b>
<b>TOTAL TITRE I : POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>15,314,657</b>	<b>13,230,003</b>	<b>0</b>	<b>13,230,003</b>	<b>-2,084,654</b>	<b>2.74%</b>
<b>TITRE II : MOYENS DES SERVICES</b>						
<b>Section I : ACTION ADMINISTRATIVE GENERALE</b>						
<b>PRIMATURE</b>						
<i>Chapitre 301 - dépenses de personnel</i>	754,467	1,110,511		1,110,511	356,044	
<i>Chapitre 302 - dépenses de matériel</i>	2,721,084	3,438,313		3,438,313	717,229	
<i>Chapitre 303 - dépenses d'entretien</i>	60,000	70,765		70,765	10,765	
<i>Chapitre 304 - dépenses de transfert</i>	395,178	709,324		709,324	314,146	
<i>Chapitre 305 - dépenses diverses</i>	670,858	670,858		670,858	0	
<b>Total</b>	<b>4,601,587</b>	<b>5,999,771</b>	<b>0</b>	<b>5,999,771</b>	<b>1,398,184</b>	<b>1.24%</b>
<b>Ministère des Aff. Etrangères. Séng. Extér.</b>						
<i>Chapitre 311 - dépenses de personnel</i>	6,961,301	0		0	-6,961,301	
<i>Chapitre 312 - dépenses de matériel</i>	4,468,138	0		0	-4,468,138	
<i>Chapitre 313 - dépenses d'entretien</i>	2,974,323	0		0	-2,974,323	
<i>Chapitre 314 - dépenses de transfert</i>	2,890,310	0		0	-2,890,310	
<i>Chapitre 315 - dépenses diverses</i>	1,470,834	0		0	-1,470,834	
<b>Total</b>	<b>18,764,906</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-18,764,906</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère des Aff. Etrangère. Unité Afric. Séng. Extér.</b>						

<i>Chapitre 311 - dépenses de personnel</i>	0	7,006,489		7,006,489	7,006,489	
<i>Chapitre 312 - dépenses de matériel</i>	0	4,522,884		4,522,884	4,522,884	
<i>Chapitre 313 - dépenses d'entretien</i>	0	2,974,323		2,974,323	2,974,323	
<i>Chapitre 314 - dépenses de transfert</i>	0	2,890,310		2,890,310	2,890,310	
<i>Chapitre 315 - dépenses diverses</i>	0	1,470,834		1,470,834	1,470,834	
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>18,864,840</b>	<b>0</b>	<b>18,864,840</b>	<b>18,864,840</b>	<b>3.90%</b>

En milliers de francs

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en 2001	Loi de finances rectificative pour l'année 2001				
		Réévaluat. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Ecarts	Prop Hors dette Pub.
					Val.Absol.	
<b>Ministère des Forces Armées</b>						
Chapitre 321 - dépenses de personnel	39,519,818	39,519,818		39,519,818	0	
Chapitre 322 - dépenses de matériel	11,395,435	11,395,435		11,395,435	0	
Chapitre 323 - dépenses d'entretien	433,808	433,808		433,808	0	
Chapitre 324 - dépenses de transfert	111,988	111,988		111,988	0	
<b>Total</b>	<b>51,461,049</b>	<b>51,461,049</b>	<b>0</b>	<b>51,461,049</b>	<b>0</b>	<b>10.65%</b>

<b>Ministère de l'Intérieur</b>						
Chapitre 331 - dépenses de personnel	15,323,800	0		0	-15,323,800	
Chapitre 332 - dépenses de matériel	3,877,439	0		0	-3,877,439	
Chapitre 325 - dépenses diverses	8,334,120	0		0	-8,334,120	
<b>Total</b>	<b>27,535,359</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-27,535,359</b>	<b>0.00%</b>

<b>Ministère de l'Intérieur</b>						
Chapitre 331 - dépenses de personnel	0	16,194,239		16,194,239	16,194,239	
Chapitre 332 - dépenses de matériel	0	4,016,665		4,016,665	4,016,665	
Chapitre 334 - dépenses de transfert	0	7,289,537		7,289,537	7,289,537	
Chapitre 325 - dépenses diverses	0	9,134,120		9,134,120	9,134,120	
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>36,634,561</b>	<b>0</b>	<b>36,634,561</b>	<b>36,634,561</b>	<b>7.58%</b>

<b>Ministère de la Justice</b>						
Chapitre 341 - dépenses de personnel	5,218,147	5,218,147		5,218,147	0	
Chapitre 342 - dépenses de matériel	1,687,161	1,687,161		1,687,161	0	
Chapitre 343 - dépenses d'entretien	101,427	101,427		101,427	0	
Chapitre 344 - dépenses de transfert	33,938	33,938		33,938	0	
Chapitre 345 - dépenses diverses	904,808	904,808		904,808	0	
<b>Total</b>	<b>7,945,481</b>	<b>7,945,481</b>	<b>0</b>	<b>7,945,481</b>	<b>0</b>	<b>1.64%</b>

<b>Ministère de Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi</b>						
Chapitre 351 - dépenses de personnel	747,042	747,042		747,042	0	
Chapitre 352 - dépenses de matériel	380,359	380,359		380,359	0	
Chapitre 353 - dépenses d'entretien	36,960	36,960		36,960	0	
Chapitre 354 - dépenses de transfert	57,568	57,568		57,568	0	
Chapitre 355 - dépenses diverses	66,587	66,587		66,587	0	
<i>Total</i>	<b>1,288,516</b>	<b>1,288,516</b>	<b>0</b>	<b>1,288,516</b>	<b>0</b>	<b>0.27%</b>
<b>Ministère chargé des Relations avec les Institutions</b>						
Chapitre 361 - dépenses de personnel	34,439	34,439		34,439	0	
Chapitre 362 - dépenses de matériel	42,657	42,657		42,657	0	
<i>Total</i>	<b>77,096</b>	<b>77,096</b>	<b>0</b>	<b>77,096</b>	<b>0</b>	<b>0.02%</b>

**En milliers de francs**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en 2001	Loi de finances rectificative pour l'année 2001				
		Réévaluat. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Ecarts	Prop Hors dette Pub.
					Val.Absol.	

<b>Ministère de l'Intégration Africaine</b>						
Chapitre 381 - dépenses de personnel	45,188	0		0	-45,188	
Chapitre 382 - dépenses de matériel	54,746	0		0	-54,746	
<i>Total</i>	<b>99,934</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-99,934</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation</b>						
Chapitre 391 - dépenses de personnel	962,367	0		0	-962,367	
Chapitre 392 - dépenses de matériel	166,138	0		0	-166,138	
Chapitre 394 - dépenses de transfert	7,289,537	0		0	-7,289,537	
Chapitre 395 - dépenses diverses	800,000	0		0	-800,000	
<i>Total</i>	<b>9,218,042</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-9,218,042</b>	<b>0.00%</b>
<b>Sous total Section I</b>	<b>120,991,970</b>	<b>122,271,314</b>	<b>0</b>	<b>122,271,314</b>	<b>1,279,344</b>	<b>25.31%</b>
<b>Section II : ACTION ECONOMIQUE</b>						
<b>Ministère de la Pêche</b>						
Chapitre 401 - dépenses de personnel	464,542	464,542		464,542	0	
Chapitre 402 - dépenses de matériel	104,370	104,370		104,370	0	
Chapitre 404 - dépenses de transfert	18,000	18,000		18,000	0	
<i>Total</i>	<b>586,912</b>	<b>586,912</b>	<b>0</b>	<b>586,912</b>	<b>0</b>	<b>0.12%</b>
<b>Ministère de l'Equipement et des Transports</b>						
Chapitre 411 - dépenses de personnel	738,860	738,860		738,860	0	
Chapitre 412 - dépenses de	148,763	148,763		148,763	0	

<i>matériel</i>						
<i>Chapitre 413 - dépenses d'entretien</i>	12,174	12,174		12,174	0	
<i>Chapitre 415 - dépenses diverses</i>	15,000	15,000		15,000	0	
<i>Total</i>	<b>914,797</b>	<b>914,797</b>	<b>0</b>	<b>914,797</b>	<b>0</b>	<b>0.19%</b>
<b>Ministère de l' Agriculture et de l'Elevage</b>						
<i>Chapitre 421 - dépenses de personnel</i>	3,446,635	3,446,635		3,446,635	0	
<i>Chapitre 422 - dépenses de matériel</i>	1,014,332	1,014,332		1,014,332	0	
<i>Chapitre 424 - dépenses de transfert</i>	3,791,438	3,791,438		3,791,438	0	
<i>Chapitre 425 - dépenses diverses</i>	40,000	40,000		40,000	0	
<i>Total</i>	<b>8,292,405</b>	<b>8,292,405</b>	<b>0</b>	<b>8,292,405</b>	<b>0</b>	<b>1.72%</b>
<b>Ministère de l' Economie et des Finances</b>						
<i>Chapitre 431 - dépenses de personnel</i>	8,721,831	0		0	-8,721,831	
<i>Chapitre 432 - dépenses de matériel</i>	3,019,881	0		0	-3,019,881	
<i>Chapitre 435 - dépenses diverses</i>	1,140,919	0	0	0	-1,140,919	
<i>Total</i>	<b>12,882,631</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-12,882,631</b>	<b>0.00%</b>

**En milliers de francs**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en 2001	Loi de finances rectificative pour l'année 2001				
		Réévalut. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Ecart	Prop Hors dette Pub.
					Val.Absol.	
<b>Ministère de l' Economie et des Finances</b>						
<i>Chapitre 431 - dépenses de personnel</i>	0	8,989,312		8,989,312	8,989,312	
<i>Chapitre 432 - dépenses de matériel</i>	0	3,284,828		3,284,828	3,284,828	
<i>Chapitre 435 - dépenses diverses</i>	0	1,140,919		1,140,919	1,140,919	
<i>Total</i>	<b>0</b>	<b>13,415,059</b>	<b>0</b>	<b>13,415,059</b>	<b>13,415,059</b>	<b>2.78%</b>
<b>Ministère des Mines , de l'Artisanat et des Industries</b>						
<i>Chapitre 441 - dépenses de personnel</i>	267,780	0		0	-267,780	
<i>Chapitre 442 - dépenses de matériel</i>	167,378	0		0	-167,378	
<i>Chapitre 443 - dépenses d'entretien</i>	8,082	0		0	-8,082	
<i>Chapitre 444 - dépenses de transfert</i>	446,412	0		0	-446,412	
<i>Total</i>	<b>889,652</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-889,652</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère de l'Artisanat et des Industries</b>						
<i>Chapitre 441 - dépenses de personnel</i>	0	171,868		171,868	171,868	
<i>Chapitre 442 - dépenses de matériel</i>	0	99,165		99,165	99,165	
<i>Chapitre 443 - dépenses d'entretien</i>	0	8,082		8,082	8,082	
<i>Chapitre 444 - dépenses de transfert</i>	0	406,072		406,072	406,072	
<i>Total</i>	<b>0</b>	<b>685,187</b>	<b>0</b>	<b>685,187</b>	<b>685,187</b>	<b>0.14%</b>
<b>Ministère du Commerce</b>						
<i>Chapitre 451 - dépenses de personnel</i>	541,277	0		0	-541,277	
<i>Chapitre 452 - dépenses de matériel</i>	194,699	0		0	-194,699	
<i>Chapitre 454 - dépenses de transfert</i>	133,847	0		0	-133,847	
<i>Total</i>	<b>869,823</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-869,823</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère des P.M.E. et du Commerce</b>						
<i>Chapitre 451 - dépenses de personnel</i>	0	541,277		541,277	541,277	
<i>Chapitre 452 - dépenses de matériel</i>	0	194,699		194,699	194,699	
<i>Chapitre 454 - dépenses de transfert</i>	0	133,847		133,847	133,847	
<i>Total</i>	<b>0</b>	<b>869,823</b>	<b>0</b>	<b>869,823</b>	<b>869,823</b>	<b>0.18%</b>
<b>Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>						
<i>Chapitre 461 - dépenses de personnel</i>	583,762	0		0	-583,762	
<i>Chapitre 462 - dépenses de matériel</i>	147,794	0		0	-147,794	
<i>Chapitre 463 - dépenses d'entretien</i>	8,466	0		0	-8,466	
<i>Total</i>	<b>740,022</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-740,022</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire</b>						
<i>Chapitre 461 - dépenses de personnel</i>	0	617,607		617,607	617,607	

<i>Chapitre 462 - dépenses de matériel</i>	0	168,238		168,238	168,238	
<i>Chapitre 463 - dépenses d'entretien</i>	0	8,466		8,466	8,466	
<i>Total</i>	<b>0</b>	<b>794,311</b>	<b>0</b>	<b>794,311</b>	<b>794,311</b>	<b>0.16%</b>

En milliers de francs

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en 2001	Loi de finances rectificative pour l'année 2001				
		Réévaluat. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Ecart	Prop Hors dette Pub.
					Val.Absol.	
<b>Ministère de l' Energie et de l'Hydraulique</b>						
<i>Chapitre 471 - dépenses de personnel</i>	472,324	0		0	-472,324	
<i>Chapitre 472 - dépenses de matériel</i>	203,129	0		0	-203,129	
<i>Total</i>	<b>675,453</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-675,453</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère des Mines, de l' Energie et de l'Hydraulique</b>						
<i>Chapitre 471 - dépenses de personnel</i>	0	568,236		568,236	568,236	
<i>Chapitre 472 - dépenses de matériel</i>	0	245,507		245,507	245,507	
<i>Chapitre 474 - dépenses de transfert</i>	0	40,340		40,340	40,340	
<i>Total</i>	<b>0</b>	<b>854,083</b>	<b>0</b>	<b>854,083</b>	<b>854,083</b>	<b>0.18%</b>
<b>Ministère du Plan</b>						
<i>Chapitre 481 - dépenses de personnel</i>	232,278	0		0	-232,278	
<i>Chapitre 482 - dépenses de matériel</i>	128,336	0		0	-128,336	
<i>Total</i>	<b>360,614</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-360,614</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère du Tourisme</b>						
<i>Chapitre 491 - dépenses de personnel</i>	240,516	0		0	-240,516	
<i>Chapitre 492 - dépenses de matériel</i>	77,430	0		0	-77,430	
<i>Chapitre 494 - dépenses de transfert</i>	7,776	0		0	-7,776	
<i>Total</i>	<b>325,722</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-325,722</b>	<b>0.00%</b>
<b>TOTAL DE LA SECTION II</b>	<b>26,538,031</b>	<b>26,412,577</b>	<b>0</b>	<b>26,412,577</b>	<b>-125,454</b>	<b>5.47%</b>
<b>Section III : ACTION CULTURELLE ET SOCIALE</b>						
<b>Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle</b>						
<i>Chapitre 501 - dépenses de personnel</i>	64,746,183	0		0	-64,746,183	
<i>Chapitre 502 - dépenses de matériel</i>	12,018,459	0		0	-12,018,459	
<i>Chapitre 503 - dépenses d'entretien</i>	490,000	0		0	-490,000	
<i>Chapitre 504 - dépenses de transfert</i>	1,323,372	0		0	-1,323,372	
<i>Total</i>	<b>78,578,014</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-78,578,014</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère de l'Education</b>						
<i>Chapitre 501 - dépenses de personnel</i>	0	61,554,726		61,554,726	61,554,726	
<i>Chapitre 502 - dépenses de matériel</i>	0	12,050,681		12,050,681	12,050,681	
<i>Chapitre 503 - dépenses d'entretien</i>	0	476,275		476,275	476,275	

Chapitre 504 - dépenses de transfert	0	28,153,484		28,153,484	28,153,484	
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>102,235,166</b>	<b>0</b>	<b>102,235,166</b>	<b>102,235,166</b>	<b>21.16%</b>

### En milliers de francs

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en 2001	Loi de finances rectificative pour l'année 2001				
		Réévaluat. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Ecarts	Prop Hors dette Pub.
					Val.Absol.	
<b>Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique</b>						
Chapitre 511 - dépenses de personnel	482,864	0		0	-482,864	
Chapitre 512 - dépenses de matériel	601,119	0		0	-601,119	
Chapitre 513 - dépenses d'entretien	16,275	0		0	-16,275	
Chapitre 514 - dépenses de transfert	27,030,727	0		0	-27,030,727	
<b>Total</b>	<b>28,130,985</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-28,130,985</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère des Sports et Loisirs</b>						
Chapitre 521 - dépenses de personnel	958,402	0		0	-958,402	
Chapitre 522 - dépenses de matériel	1,412,785	0		0	-1,412,785	
Chapitre 523 - dépenses d'entretien	143,489	0		0	-143,489	
Chapitre 524 - dépenses de transfert	50,000	0		0	-50,000	
<b>Total</b>	<b>2,564,676</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-2,564,676</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère des Sports</b>						
Chapitre 521 - dépenses de personnel	0	958,402		958,402	958,402	
Chapitre 522 - dépenses de matériel	0	1,412,785		1,412,785	1,412,785	
Chapitre 523 - dépenses d'entretien	0	143,489		143,489	143,489	
Chapitre 524 - dépenses de transfert	0	50,000		50,000	50,000	
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>2,564,676</b>	<b>0</b>	<b>2,564,676</b>	<b>2,564,676</b>	<b>0.53%</b>
<b>Ministère de la Culture et de la Communication</b>						

Chapitre 531 - dépenses de personnel	574,271	0		0	-574,271	
Chapitre 532 - dépenses de matériel	901,595	0		0	-901,595	
Chapitre 533 - dépenses d'entretien	10,765	0		0	-10,765	
Chapitre 534 - dépenses de transfert	1,163,824	0		0	-1,163,824	
Chapitre 535 - dépenses diverses	100,176	0		0	-100,176	
<b>Total</b>	<b>2,750,631</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-2,750,631</b>	<b>0.00%</b>

#### **Ministère de la Culture**

Chapitre 531 - dépenses de personnel	0	458,743		458,743	458,743	
Chapitre 532 - dépenses de matériel	0	261,796		261,796	261,796	
Chapitre 534 - dépenses de transfert	0	857,454		857,454	857,454	
Chapitre 535 - dépenses diverses	0	100,176		100,176	100,176	
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1,678,169</b>	<b>0</b>	<b>1,678,169</b>	<b>1,678,169</b>	<b>0.35%</b>

#### **Ministère de la Santé**

Chapitre 541 - dépenses de personnel	12,630,306	0		0	-12,630,306	
Chapitre 542 - dépenses de matériel	6,590,325	0		0	-6,590,325	
Chapitre 543 - dépenses d'entretien	781,250	0		0	-781,250	
Chapitre 544 - dépenses de transfert	6,103,232	0		0	-6,103,232	
<b>Total</b>	<b>26,105,113</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-26,105,113</b>	<b>0.00%</b>

## En milliers de francs

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en 2001	Loi de finances rectificative pour l'année 2001				
		Réévalut. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Ecart	Prop Hors dette Pub.
					Val.Absol.	
<b>Ministère de la Santé et de la Prévention</b>						
<i>Chapitre 541 - dépenses de personnel</i>	0	12,014,614		12,014,614	12,014,614	
<i>Chapitre 542 - dépenses de matériel</i>	0	6,386,325		6,386,325	6,386,325	
<i>Chapitre 543 - dépenses d'entretien</i>	0	781,250		781,250	781,250	
<i>Chapitre 544 - dépenses de transfert</i>	0	6,103,232		6,103,232	6,103,232	
<i>Total</i>	<b>0</b>	<b>25,285,421</b>	<b>0</b>	<b>25,285,421</b>	<b>25,285,421</b>	<b>5.23%</b>
<b>Ministère de la Jeunesse</b>						
<i>Chapitre 551 - dépenses de personnel</i>	649,221	0		0	-649,221	
<i>Chapitre 552 - dépenses de matériel</i>	643,730	0		0	-643,730	
<i>Chapitre 553 - dépenses d'entretien</i>	14,500	0		0	-14,500	
<i>Chapitre 554 - dépenses de transfert</i>	63,000	0		0	-63,000	
<i>Total</i>	<b>1,370,451</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1,370,451</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère de la Jeunesse, de l'Environnement et de l'Hygiène</b>						
<i>Chapitre 551 - dépenses de personnel</i>	0	3,093,335		3,093,335	3,093,335	
<i>Chapitre 552 - dépenses de matériel</i>	0	1,107,846		1,107,846	1,107,846	
<i>Chapitre 553 - dépenses d'entretien</i>	0	14,500		14,500	14,500	
<i>Chapitre 554 - dépenses de transfert</i>	0	72,963		72,963	72,963	
<i>Chapitre 555 - dépenses diverses</i>	0	825,000		825,000	825,000	
<i>Total</i>	<b>0</b>	<b>5,113,644</b>	<b>0</b>	<b>5,113,644</b>	<b>5,113,644</b>	<b>1.06%</b>
<b>Ministère de l'Environnement</b>						
<i>Chapitre 561 - dépenses de personnel</i>	1,828,422	0		0	-1,828,422	
<i>Chapitre 562 - dépenses de matériel</i>	260,116	0		0	-260,116	
<i>Chapitre 564 - dépenses de transfert</i>	9,963	0		0	-9,963	
<i>Chapitre 565 - dépenses diverses</i>	825,000	0		0	-825,000	
<i>Total</i>	<b>2,923,501</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-2,923,501</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale</b>						
<i>Chapitre 571 - dépenses de personnel</i>	1,169,274	0		0	-1,169,274	
<i>Chapitre 572 - dépenses de matériel</i>	275,844	0		0	-275,844	
<i>Chapitre 574 - dépenses de transfert</i>	300,742	0		0	-300,742	
<i>Total</i>	<b>1,745,860</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1,745,860</b>	<b>0.00%</b>
<b>Ministère du Développement Social et de la Solidarité Nationale</b>						
<i>Chapitre 571 - dépenses de personnel</i>	0	1,106,937		1,106,937	1,106,937	
<i>Chapitre 572 - dépenses de matériel</i>	0	273,089		273,089	273,089	
<i>Chapitre 574 - dépenses de transfert</i>	0	300,742		300,742	300,742	
<i>Total</i>	<b>0</b>	<b>1,680,768</b>	<b>0</b>	<b>1,680,768</b>	<b>1,680,768</b>	<b>0.35%</b>

En milliers de francs

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits ouverts en 2001	Loi de finances rectificative pour l'année 2001				
		Réévaluat. Sces. votés	Mesures nouvelles	Total	Ecarts	Prop Hors dette Pub.
					Val.Absol.	
<b>Ministère de la Petite Enfance et de la Famille</b>						
Chapitre 581 - dépenses de personnel	0	62,337		62,337	62,337	
Chapitre 582 - dépenses de matériel	0	2,755		2,755	2,755	
<i>Total</i>	<b>0</b>	<b>65,092</b>	<b>0</b>	<b>65,092</b>	<b>65,092</b>	<b>0.01%</b>
<b>Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, Alphabétisation et Langues Nationales</b>						
Chapitre 591 - dépenses de personnel	0	3,697,201		3,697,201	3,697,201	
Chapitre 592 - dépenses de matériel	0	564,589		564,589	564,589	
Chapitre 593 - dépenses d'entretien	0	30,000		30,000		
Chapitre 594 - dépenses de transfert	0	200,615		200,615		
<i>Total</i>	<b>0</b>	<b>4,492,405</b>	<b>0</b>	<b>4,492,405</b>	<b>4,261,790</b>	<b>0.93%</b>
<b>TOTAL DE LA SECTION III</b>	<b>144,169,231</b>	<b>143,115,341</b>	<b>0</b>	<b>143,115,341</b>	<b>-1,284,505</b>	<b>29.62%</b>
<b>Section IV : DEPENSES COMMUNES DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Dépenses Communes</b>						
Chapitre 601 - dépenses de personnel	11,150,189	11,906,687		11,906,687	756,498	
Chapitre 602 - dépenses de matériel	2,531,405	2,531,405		2,531,405	0	
Chapitre 603 - dépenses d'entretien	885,000	885,000		885,000	0	
Chapitre 604 - dépenses de transfert	12,777,000	12,777,000	108,300,000	121,077,000	108,300,000	
Chapitre 605 - dépenses diverses	39,542,517	40,770,673	900,000	41,670,673	2,128,156	
<i>Total</i>	<b>66,886,111</b>	<b>68,870,765</b>	<b>109,200,000</b>	<b>178,070,765</b>	<b>111,184,654</b>	<b>36.86%</b>

<b>IV</b>	<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>66,886,111</b>	<b>68,870,765</b>	<b>109,200,000</b>	<b>178,070,765</b>	<b>111,184,654</b>	<b>36.86%</b>
	<b>TOTAL TITRE II : MINISTERES</b>	<b>358,585,343</b>	<b>360,669,997</b>	<b>109,200,000</b>	<b>469,869,997</b>	<b>111,054,039</b>	<b>97.26%</b>
	<b>RECAPITULATION FONCTIONNEMENT</b>		<b>BUDGET</b>				
	<b>TITRE 0 : DETTE PUBLIQUE</b>	<b>107,400,000</b>	<b>84,000,000</b>	<b>0</b>	<b>84,000,000</b>	<b>-23,400,000</b>	
	<b>TITRE I : POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>15,314,657</b>	<b>13,230,003</b>	<b>0</b>	<b>13,230,003</b>	<b>-2,084,654</b>	
	<b>TITRE II : MINISTERES</b>	<b>358,585,343</b>	<b>360,669,997</b>	<b>109,200,000</b>	<b>469,869,997</b>	<b>111,284,654</b>	
	<b>TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>481,300,000</b>	<b>457,900,000</b>	<b>109,200,000</b>	<b>567,100,000</b>	<b>85,800,000</b>	
	<b>TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES</b>						
	<b>HORS DETTE PUBLIQUE</b>	<b>373,900,000</b>	<b>373,900,000</b>	<b>109,200,000</b>	<b>483,100,000</b>	<b>109,200,000</b>	<b>100.00%</b>

**III. COMPARAISON DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES  
CREDITS DE PAIEMENT OUVERTS DANS LA LOI DE FINANCES  
2001 AVEC CEUX PREVUS DE LA LOI DE FINANCES  
RECTIFICATIVE 2001.**

## TABLEAU BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT

Investissements financés sur ressources intérieures.

En millions de francs

CODE CHAP D.M	CODE PTIP	INTITULES DES SECTEURS	AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENTS		
			2000	2001	LFR2001	2000	2001	LFR 2001
2800 2810 2820	1	PRIMAIRE	76,717	65,112	67,112	18,195	19,487	21,487
2800 2830	2	SECONDAIRE	46,769	48,134	50,334	6,985	4,898	7,098
2830 2840 2850	3	TERTIAIRE	160,787	183,230	188,230	24,544	26,230	31,230
2800 2810 2850 2860 2870	4	QUATERNAIRE	279,377	330,971	340,971	46,181	65,985	75,985
TOTAL GENERAL			<b>563,650</b>	<b>627,447</b>	<b>646,647</b>	<b>95,905</b>	<b>116,600</b>	<b>135,800</b>

**TABLEAU : COMPTE ANNEXE AU BUDGET**

**Investissements financés sur ressources extérieures ( emprunt ).**

**En millions de francs**

CODE CHAP  D.M	CODE PTIP	INTITULES DES SECTEURS	FINANCEMENT ACQUIS ( FA )			PREVISIONS DE TIRAGE ( PT )		
			2000	2001	LFR2001	2000	2001	LFR2001
2800 2810 2820	1	PRIMAIRE	165,484	168,841	168,841	42,259	40,154	40,154
2800 2830	2	SECONDAIRE	118,546	94,548	94,548	26,042	27,481	27,481
2830 2840 2850	3	TERTIAIRE	79,410	86,253	86,253	19,914	12,064	12,064
2800 2810 2850 2860 2870	4	QUATERNAIRE	347,547	339,007	376,905	57,617	71,826	77,208
TOTAL GENERAL			<b>710,987</b>	<b>688,649</b>	<b>726,547</b>	<b>145,832</b>	<b>151,525</b>	<b>156,907</b>

**TABLEAU : COMPTES ANNEXES AU BUDGET**

**Investissements financés sur ressources extérieures (subventions).**

**En millions de francs**

CODE CHAP D.M	CODE PTIP	INTITULES DES SECTEURS	FINANCEMENT ACQUIS ( FA )			PREVISIONS DE TIRAGE ( PT)		
			2000	2001	LFR2001	2000	2001	LFR2001
2800 2810 2820	1	PRIMAIRE	134,971	126,459	126,459	33,492	21,620	21,620
2800 2830	2	SECONDAIRE	96,954	76,754	76,754	16,529	10,500	10,500
2830 2840 2850	3	TERTIAIRE	42,014	23,820	23,820	17,842	12,530	12,530
2800 2810 2850 2860 2870	4	QUATERNAIRE	166,796	241,884	203,986	32,031	44,705	39,538
TOTAL GENERAL			<b>440,735</b>	<b>468,917</b>	<b>431,019</b>	<b>99,894</b>	<b>89,355</b>	<b>84,188</b>

**TABLEAU : RECAPITULATION GENERALE DES DEPENSES EN CAPITAL**

En millions de francs

CODE CHAP	CODE PTIP	INTITULES DES SECTEURS	AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET FINANCEMENT ACQUIS ( AP + FA)			CREDITS DE PAIEMENTS ET PREVISIONS DE TIRAGE ( CP + PT )		
			2000	2001	LFR 2001	2000	2001	LFR2001
2800 2810 2820	1	PRIMAIRE	377,172	360,412	362,412	93,946	81,261	83,261
2800 2830	2	SECONDAIRE	262,269	219,436	221,636	49,556	42,879	45,079
2830 2840 2850	3	TERTIAIRE	282,211	293,303	298,303	62,300	50,824	55,824
2800 2810 2850 2860 2870	4	QUATERNAIRE	793,720	911,862	921,862	135,829	182,516	192,731
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>1,715,372</b>	<b>1,785,013</b>	<b>1,804,213</b>	<b>341,631</b>	<b>357,480</b>	<b>376,895</b>

#### **IV.- OBSERVATIONS GENERALES SUR L'EVOLUTION DES DEPENSES**

**TABLEAU IV : EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES ANNEXES AU BUDGET**

En millions de francs

LIBELLES	LF 2000	LF 2001	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2001			ECART	
			SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL	Val. Absolue LFR 01/LF01	Val. Relat. %
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>							
TITRE 0		107,400	84,000		84,000	-23,400	-21.79%
TITRE I	13,939	15,315	13,230	0	13,230	-2,085	-13.61%
TITRE II	307,900	358,585	360,670	109,200	469,870	111,285	31.03%
<b>TOTAL</b>							
<b>DEP. ORDINAIRES</b>	<b>321,839</b>	<b>481,300</b>	<b>457,900</b>	<b>109,200</b>	<b>567,100</b>	<b>85,800</b>	<b>17.83%</b>
dont Titre I + II =	321,839	373,900	373,900	109,200	483,100	109,200	29.21%
DEPENSES EN CAPITAL	<b>341,631</b>	<b>357,480</b>	<b>357,695</b>	<b>19,200</b>	<b>376,895</b>	<b>19,415</b>	<b>5.43%</b>
BUDGET GENERAL	95,905	116,600	116,600	19,200	135,800	19,200	16.47%
COMPTES ANNEXES	245,726	240,880	241,095	0	241,095	215	0.09%
<b>TOTAL</b>							
<b>DEP ORD. + DEP CAP</b>	<b>663,470</b>	<b>838,780</b>	<b>815,595</b>	<b>128,400</b>	<b>943,995</b>	<b>105,215</b>	<b>12.54%</b>
AUTORISATIONS DE PROGRAMME	<b>1,715,372</b>	<b>1,785,013</b>	<b>1,804,213</b>	<b>0</b>	<b>1,804,213</b>	<b>19,200</b>	<b>1.08%</b>

## **D - PROJET DE LOI**

## ARTICLE UNIQUE :

Les articles 1,3, 4, 5, 15 et 17 de la loi 2000-36 du 29 décembre 2000 portant loi de finances pour l'année 2001 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

### PREMIERE PARTIE : VOIES ET MOYENS

#### ARTICLE PREMIER :

I- Pour la loi de finances rectificative de l'année 2001, les ressources et les charges de l'Etat et l'équilibre qui en résultent, sont fixés aux montants suivants :

En milliards de francs

RESSOURCES		CHARGES		SOLDE
<u>I - OPERATIONS DONT LE TRESOR PUBLIC EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE</u>				
<b>A - BUDGET GENERAL</b>				
A 1 - Recettes ordinaires	591.4	Dépenses ordinaires	483.1	108.3
A 2 - Recettes extraordinaires	10.0	Dépenses en capital	135.8	-125.8
<b>SOUS TOTAL ( A1 + A2 )</b>	<b>601.4</b>		<b>618.9</b>	<b>-17.5</b>
A 3 - Dette publique	0.0		108.0	-108.0
<b>TOTAL A = ( A1 + A2+A3 )</b>	<b>601.4</b>		<b>726.9</b>	<b>-125.5</b>
<b>B - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
- Recettes affectées	31.2	Dépenses	34.7	-3.5
<b>TOTAL C = ( A + B )</b>	<b>632.6</b>		<b>761.6</b>	<b>-129.0</b>
<u>II - OPERATIONS DONT LE TRESOR PUBLIC N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE</u>				
<b>D - COMPTES ANNEXES AU BUDGET</b>				
- Ressources extérieures affectées à des investissements	241.1	Dépenses d'investissement sur ressources extérieures affectées	241.1	0.0
<b>TOTAL E = ( C + D )</b>	<b>873.7</b>		<b>1002.7</b>	<b>-129.0</b>

II. – Pour la loi de finances rectificative de l'année 2001, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 370.095.000.000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention à passer avec ces organismes.

#### B – CHARGES

#### I – BUDGET DE FONCTIONNEMENT

### ARTICLE 3 :

Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances rectificative de l'année 2001, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 457.900.000.000 CFA ainsi répartie :

- dette publique	84,000,000,000	francs CFA
- dépenses personnel	186,000,000,000	francs CFA
- autre dépenses de fonctionnement	<u>187,900,000,000</u>	francs CFA
total	<b>457,900,000,000</b>	francs CFA
dont total hors dette publique	373,900,000,000	

### ARTICLE 4 :

Il est ouvert, pour la loi de finances rectificative de l'année 2001, au titre de mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 109.200.000.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre I - Pouvoirs publics	-	francs CFA
- Titre II - Moyens des services	<u>109,200,000,000</u>	francs CFA
total	<b>109,200,000,000</b>	francs CFA

Ces crédits sont également répartis par titre et par ministère conformément à l'annexe III de la présente loi.

## II – BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT

### ARTICLE 5 :

I.- Pour la loi de finances de l'année rectificative 2001, les ressources dont le Trésor public est comptable assignataire destinées au financement des dépenses en capital sont évaluées à 135.800.000.000 de francs CFA:

II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative 2001, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital du budget général, des crédits de paiement ainsi répartis :

- Secteur primaire	21,487,000,000	francs CFA
- Secteur secondaire	7,098,000,000	francs CFA
- Secteur tertiaire	31,230,000,000	francs CFA
- Secteur quaternaire	<u>75,985,000,000</u>	francs CFA
total	<b>135,800,000,000</b>	francs CFA

III – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative 2001, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes ainsi répartis :

- Secteur primaire	67,112,000,000	francs CFA
- Secteur secondaire	50,334,000,000	francs CFA
- Secteur tertiaire	188,230,000,000	francs CFA
- Secteur quaternaire	<u>340,971,000,000</u>	francs CFA
total	<b>646,647,000,000</b>	francs CFA

Ces autorisations de programme (AP) sont réparties en secteurs conformément à l'annexe IV jointe à la présente loi.

Ces inscriptions comprennent les crédits ouverts au profit des fonds ci-dessous :

- Fonds routier	15,000,000,000	francs CFA
- Fonds d'équip collect. locales	3,820,000,000	francs CFA
- Fonds de l'hydraulique	350,000,000	francs CFA
- Fonds de transport urbain	400,000,000	francs CFA
- Fonds promotion jeunesse et ASC	2,000,000,000	francs CFA
- Fonds de garantie rural	3,100,000,000	francs CFA
- Fonds de bonification rural	900,000,000	francs CFA
- Fonds de lutte contre calamités rurales	3,500,000,000	francs CFA

Pour cette présente loi de finances rectificative des crédits de paiement additionnels sont ouverts au profit des dépenses sociales suivantes :

- Santé	2,700,000,000	francs CFA
- Eau et Assainissement	6,400,000,000	francs CFA
- Electrification rurale	2,200,000,000	francs CFA
- Routes et voiries	5,000,000,000	francs CFA
- Education	1,800,000,000	francs CFA
- Promotion de la femme	300,000,000	francs CFA
- Petite enfance	800,000,000	francs CFA

#### **QUATRIEME PARTIE : COMPTES ANNEXES AU BUDGET**

##### **ARTICLE 15 :**

Pour la loi de finances de l'année 2001, les ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement dont le trésor public n'est pas comptable assignataire sont évaluées à 241.095.000.000 de francs CFA.

Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2001, au titre des mesures nouvelles des comptes annexes au budget, la somme de 1.157.566.000.000 de francs CFA correspondant à des financements acquis ainsi répartie :

- Emprunt	726.547.000.000	Francs CFA
- Subvention	431.019.000.000	Francs CFA »

#### **CINQUIEME PARTIE : DISPOSITIONS DIVERSES**

##### **ARTICLE 17 :**

Conformément à l'article 10 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VI.

## **ANNEXES LEGISLATIVES**

**- REPARTITION PAR TITRE ET PAR MINISTERE DES MESURES  
NOUVELLES APPLICABLES AUX DEPENSES ORDINAIRES**

## ANNEXE 3 : Répartition des mesures nouvelles

En milliers de francs

POUV. PUBL. ET MINISTREES	PERSONNEL	MATERIEL	ENTRETIEN	TRANSFERT	DIVERSES	SPECIALES	TOTAL
TITRE 1 POUVOIRS PUBLICS							
21 PRESIDENCE REPUBLIQUE		-	-	-	-		-
22 ASSEMBLEE NATIONALE		-				-	-
23 C. ECONOMIQUE SOCIAL		-					-
24 SENAT		-					-
25 C. CONSTITUTIONNEL		-					-
26 C. D'ETAT		-					-
27 C. CASSATION		-					-
28 C. COMPTES		-	-			-	-
<b>TOTAL TITRE 1</b>	-	-	-	-	-	-	-
TITRE 2: MOYENS DES SERVICES							
30 PRIMATURE		-					-
31 M. AFF. ETRANG. UNI. AFRIC. SEN. EXT.		-			-		-
32 M. FORCES ARMEES		-	-				-
33 M. INTERIEUR		-				-	-
34 M. JUSTICE		-	-			-	-
35 M. FONCT. PUB. TRAV. EMPLOI	-	-	-				-
36 M. RELATIONS INSTITUTIONS		-				-	-
<b>Sous- total action administ. générale</b>	-	-	-	-	-	-	-
40 M. PECHE		-			-		-
41 M. EQUIP. TRANSPORTS		-	-		-		-
42 M. AGRICULTURE ELEVAGE		-			-		-
43 M. ECONOMIE FINANCES		-			-		-
44 M. ARTISANAT INDUSTRI.		-	-				-
45 M. PME et COMMERCE		-			-		-
46 M. URBAN.AMENAGEMENT TERRIT.		-					-
47 M. MINES ENERGIE HYDRAULIQUE		-					-
<b>Sous - total action économique</b>	-	-	-	-	-	-	-
50 M. EDUCATION	-	-	-				-
51 M. ENSEIGN. SUP. RECH. SCIENTIFIQUE		-	-				-
52 M. SPORTS		-					-
53 M. CULTURE		-	-				-
54 M. SANTE et PREVENTION	-	-	-				-
55 M. JEUNESSE ENVIRO. HYGIENE		-	-				-
57 M. DEVELOP. SOC. SOLIDARITE NAT		-					-
58 M. PETITE ENFANCE FAMILLE	-	-					-
59 M E. TECH. FOR. PROF. ALPH. LANG. NAT.		-					-
<b>Sous total action cuturelle et sociale</b>	-	-	-	-	-	-	-
60 DEPENSES COMMUNES	-	-		108,300	900		109,200
<b>TOTAL TITRE 2: MOYENS DES SERVICES</b>	-	-	-	<b>108,300</b>	<b>900</b>	-	<b>109,200</b>
<b>TOTAL TITRES 1 et 2</b>	-	-	-	<b>108,300</b>	<b>900</b>	-	<b>109,200</b>

- **BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT**

## ANNEXE 4

### Budget consolidé d'investissement

En millions de francs

CODE CHAP  D.M	CODE PTIP	INTITULES DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENTS						TOTAL	
			INTERIEUR (1)		EXTERIEURS (2)					
			ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS		AP+FA	CP+PT
			AP	CP	FA	PT	FA	PT		
2800 2810 2820	1	PRIMAIRE	67,112	21,487	168,841	40,154	126,459	21,620	362,412	83,261
2800 2830	2	SECONDAIRE	50,334	7,098	94,548	27,481	76,754	10,500	221,636	45,079
2830 2840 2850	3	TERTIAIRE	188,230	31,230	86,253	12,064	23,820	12,530	298,303	55,824
2800 2810 2850 2860 2870	4	QUATERNAIRE	340,971	75,985	376,905	77,208	203,986	39,538	921,862	192,731
TOTAL GENERAL			646,647	135,800	726,547	156,907	431,019	84,188	1,804,213	376,895

**AP** = autorisation de programme

**CP** = crédits de paiement

**FA** = financement acquis

Ou en négation très avancée

**PT** = prévisions de tirage de l'année

budgétaire

Financements publics intérieurs (TRESOR)

Financements publics intérieurs (TRESOR)

Financements extérieurs

Financements extérieurs

(1) Opérations d'investissement financées sur le budget consolidé d'investissement (BCI)

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère et dont le Trésor public n'est pas comptable assignataire.

- **CREDITS EVALUATIFS**

## ANNEXE 6

### Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs

(Art 17 du projet de loi)

CHAPITRES ET ARTICLES	NATURE DES DEPENSES
<b>BUDGET GENERAL</b>	
	TOUS LES SERVICES
	Dépenses de personnel
	Indemnités de logement
	AFFAIRES ETRANGERES ET SENEGALAIS EXTERIEUR
2 313 - 1040 – 0	Location immeuble
2 313 - 1060 – 0	Indemnités de logement
	ECONOMIE ET FINANCES
2 604 - 9872 – 0	Subvention BNE pour contrepartie aux marchés financés sur ressources extérieures
2 604 - 9846 – 0	Promotion et développement des céréales locales
2 604 - 9980 – 0	Subvention produits pétroliers
2 605 - 9860 – 0	Contribution du Sénégal aux dépenses de l'assistance technique
2 605 - 9824 – 0	Couverture de débet
2 605 - 9960 – 0	Provision pour timbre douanier
2 862 - 7350 – 1	Impôts et taxes sur marchés publics financés sur fonds extérieurs
2 862 - 8067 – 1	Provisions pour exercice droit de péremption